

Extrait du site UGTG.org

url : <http://ugtg.org/spip.php?article730>

# **La Guadeloupe reste une colonie asservie à la métropole**

- Dossier spécial LKP - Interviews -

Date de parution : 29 novembre 1999

Date de mise en ligne : vendredi 6 février 2009

Mis à jour le : samedi 21 mars 2009

---

**UGTG.org**

---

Elie Domota, leader et porte-parole du Collectif contre l'exploitation outrancière (Lyannaj kont pwofitasyon-LKP), explique à Mediapart les raisons de la colère guadeloupéenne.

## Quel est l'ampleur du mouvement social en Guadeloupe ?

Samedi, 65.000 personnes ont manifesté à Pointe-à-Pitre et 4000 à Basse-Terre. C'est la plus grosse manifestation de l'histoire de la Guadeloupe avec 15% d'une population de 460.000 habitants dans la rue. Imaginez simplement une manifestation avec 10 millions de personnes dans les rues en métropole ! Le malaise est réel et profond. En Guadeloupe, 100.000 personnes vivent sous le seuil de pauvreté, 120.000 personnes sont déficientes de la couverture médicale universelle (CMU) faute de pouvoir être couvertes par le régime général de sécurité sociale. En tant qu'agent de l'ANPE, je constate tous les jours que la situation est très très difficile particulièrement dans les agglomérations urbaines, même si, ici, on ne meurt ni de froid ni de faim. Seuls les Guadeloupéens dans les campagnes qui possèdent un petit lopin de terre, une chèvre ou un cochon s'en sortent. C'est une situation qui dure depuis longtemps, pas directement liée à la crise, et qui aujourd'hui est explosive.

## Qu'attendez-vous de la visite du secrétaire d'Etat à l'outre-mer Yves Jégou qui vient arriver en Guadeloupe alors que l'Assemblée est en grève générale depuis le 20 janvier ?

Si nous prenons acte qu'Yves Jégou a débuté ses consultations avec le patronat et l'association des maires, nous n'avons toujours pas de réponses à nos revendications. Quoi qu'il en soit, je trouve dommage que, depuis la mi-décembre, les autorités préfectorales ne nous aient pas pris au sérieux. Le préfet a même refusé de nous recevoir, ce qui nous a conduits à appeler au mouvement de grève du 20 janvier. La seule réponse est venue du patronat et des élus qui nous ont dit : « La Guadeloupe va mal, reprenez le travail !

À » Aujourd'hui, ils se rendent finalement compte que la région est au bord du chaos social.

## Quelle a été la réponse du patronat aux points de revendication de votre plate-forme ?

Les patrons ont donné dimanche une conférence de presse où ils ne répondent à aucune de nos revendications. Ni celles immédiates sur la revalorisation du pouvoir d'achat, des minima sociaux, de la baisse du taux d'imposition sur les biens de première nécessité, ni sur celles, à moyen terme, sur l'aménagement du territoire, la formation professionnelle et tous les autres sujets qui nécessitent des investigations plus poussées et des négociations soutenues.

Au contraire, ils ont dévoilé treize solutions où il n'est question que d'exiger la réouverture des commerces, des stations-service, de primer les grévistes, de demander à l'Etat d'assurer la sécurité des biens et de réclamer des exonérations de charges, de taxes fiscales.

## Que pensez-vous des déclarations du président de région, Victorin Lurel, sur la nécessité de « donner au LKP cinq jours pour finir avec ce mouvement ( faute de quoi) nous prendrons une décision politique » ?

Ce qui intéresse, c'est de croiser le fer avec Yves Jégou mais il n'a jamais rencontré les autorités de l'Etat en Guadeloupe. Or ce genre de guerre politique nous semble contreproductive au regard de la nécessité de défendre ensemble des droits de ceux qui souffrent dans ce petit pays. Si Victorin Lurel nous a fait un certain nombre de propositions, elles ne sont pas

opÃ©rationnelles sans lâEuros"accord de lâEuros"Etat.

La baisse du taux dâEuros"octroi de mer sur les biens de premiÃ¨re nÃ©cessitÃ© doit Ãªtre accompagnÃ©e dâEuros"une baisse de la TVA, ce qui nâEuros"est pas le cas. Il faut que lâEuros"Etat, les collectivitÃ©s et le patronat se mettent dâEuros"accord avant de venir nous voir, mais comme personne ne veut rien lâcher, on ne sait pas jusquâEuros"oÃ¹ cela ira.

### **Pourquoi les patrons guadeloupÃ©ens sont-ils sourds Ã vos revendications ?**

Nous avons les chefs dâEuros"entreprises les plus rÃ©actionnaires de France. Une bonne frange du patronat local vient de mÃ©tropole et sont des arriÃ¨re-petits-fils dâEuros"esclavagistes qui pratiquent ouvertement la discrimination raciale Ã lâEuros"embauche. MalgrÃ© un taux de chÃ´mage de 40%, ils continuent de faire venir leur personnel de mÃ©tropole.

LâEuros"Ã©conomie de la Guadeloupe est organisÃ©e autour de lâEuros"import- distribution aux mains de quatre familles Â« bÃ©nÃ©dictins Â» (descendants des colons blancs antillais), parents entre eux, et tous descendants dâEuros"esclavagistes. La famille Hayot (GBH) qui construit et exploite les hypermarchÃ©s sous lâEuros"enseigne Carrefour est la huitiÃ¨me fortune de France. Ces familles possÃ©dent tout et pratiquent ouvertement une discrimination Ã lâEuros"embauche.

Chaque annÃ©e, environ 1000 hectares de terres agricoles disparaissent au profit de hangars ou dâEuros"entrepÃ´t pour ces grands groupes. De plus, la canne Ã sucre et la banane sont des produits dâEuros"exportation, loin de pouvoir remplir les besoins alimentaires de la population. La colonie est lÃ pour servir la mÃ©tropole. La canne Ã sucre nâEuros"est mÃªme pas raffinÃ©e sur lâEuros"Ã©le mais en mÃ©tropole dâEuros"oÃ¹ elle est ensuite rÃ©exportÃ©e et revendue aux GuadeloupÃ©ens. Les lois de dÃ©fiscalisation et dâEuros"exonÃ©ration, qui nâEuros"ont eu que des consÃ©quences nÃ©gatives sur lâEuros"emploi, ne sont ni plus ni moins quâEuros"un blanchiment lâ©gal dâEuros"argent. Sans compter les hÃ´tels qui ouvrent et qui ferment juste pour que les grosses fortunes puissent bÃ©nÃ©ficier de remises fiscales et qui ont coÃ´tÃ© 1500 emplois Ã la rÃ©gion en dix ans.

Comble de lâEuros"absurde, il existe un projet de circuit automobile financÃ© par le Qatar et les Emirats arabes unis de construire un circuit automobile sur un terrain agricole. Soyons sÃ©rieux. Plusieurs personnalitÃ©s politiques ont fait part de leur intention de relancer le dÃ©bat sur une assemblÃ©e unique, mais ce nâEuros"est pas le changement de statut de lâEuros"Ã©le qui rÃ©duira les problÃ©mes des GuadeloupÃ©ens. Il faut remettre Ã plat les choix dÃ©sastreux qui ont Ã©tÃ© faits par le passÃ© et qui ont consolidÃ© la structure coloniale de la Guadeloupe.

**Par Maguy Day,**

[Mediapart](#)